



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## Déclaration de la FSU 44 au CDEN du Jeudi 15 Octobre 2020

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

la FSU de Loire-Atlantique se réjouit de la tenue de cette instance en présentiel et c'est un des seuls points de réjouissance. En effet nous dénonçons les conditions déplorables dans lesquelles s'est tenu le dernier CHSCT départemental. (démarrage sans la totalité de la délégation, problèmes techniques multiples, sentiment de mépris vécu par les représentant·es des personnels) Nous ne pouvons accepter qu'un si grand nombre de points traités soient restés sans réponse de votre part.

Si nous avons compris dès le mois de mai que les personnels de l'éducation nationale permettraient avant tout aux autres salarié·es d'aller travailler, nous pensions quand même que nos revendications de bon sens seraient reprises par un gouvernement et un président qui se targuaient d'un monde d'après différent de celui d'avant en nous expliquant quelle révolution est nécessaire pour l'atteindre. La réalité est tout autre et seul JM Blanquer a passé une rentrée dans la joie.

La FSU a demandé un plan de recrutement massif d'enseignant·es pour alléger les effectifs, aider les élèves décrocheurs, soutenir les élèves en grande difficulté. Nous avons demandé la gratuité des masques pour les familles car cela a un coût difficilement supportable pour certaines catégories sociales. Nous avons demandé aussi des masques de type PE et non en tissu souple pour garantir aux agent·es la sécurité sanitaire. La question de leur toxicité est d'ailleurs posée par différents scientifiques.

Enfin, nous avons rappelé la nécessité d'aider les collectivités territoriales à pouvoir remplacer les agent·es absent·es car ils et elles sont essentiel·les dans la gestion de la crise sanitaire.

A toutes ces demandes de bon sens donc, la réponse a été : vous n'aurez rien ni moyens supplémentaires pour gérer les difficultés liées ou engendrées par la crise ni améliorations significatives de vos conditions de travail et salaire. Aucune anticipation non plus sur une possible dégradation comme nous la vivons aujourd'hui.

Monsieur le Directeur Académique vous reconnaissez d'ailleurs lors du CTSD l'absence de ligne budgétaire et de moyens horaires ministériels pour mener une anticipation efficace que la FSU appelle de ces vœux depuis de nombreux mois.

Face aux primes envisagées par le ministère, la FSU rappelle qu'elle revendique une revalorisation ambitieuse de tous les enseignant·es pour rattraper le retard mis en lumière par la dernière enquête de la Commission Européenne. L'enveloppe proposée pour 2021 ne peut ne doit être qu'une modeste première étape. La FSU acte le fait que cette enveloppe ne fasse l'objet d'aucune contrepartie mais reste en alerte, avant l'ouverture du prochain Grenelle de l'Éducation face à toutes formes de chantage à l'augmentation de salaire.

Ces formes de mépris et cette absence de reconnaissance sont très mal vécus par les enseignantes, les enseignants et dans les services. C'est pourquoi nous tenons à vous alerter de l'état de fatigue, de stress et de colère de nos collègues tous corps confondus. Les courriers qui vous ont été adressés à vous ou vos IEN en ce sens par nos collègues sont les symptômes de professions qui tiennent à bout de bras depuis la rentrée scolaire et avant le service public d'Éducation sans attendre une aide institutionnelle qui ne vient d'ailleurs pas.

Concernant la situation sanitaire et ses répercussions maintenant.

Depuis la rentrée, très peu d'informations ont été diffusées aux personnels et aux familles sur le nombre de cas testés positifs à la covid 19 et aux nombres de cas contacts dans les établissements scolaires et de manière très hétérogène selon les écoles et les établissements. Nous nous réjouissons, comme nous le demandions, de la création d'un point hebdomadaire d'information de la cellule de suivi de la Direction Académique quand le manque de transparence sur un état régulier des contaminations diffusait un message flou et souvent erroné sur la situation auprès du grand public. Se répandre dans la presse en disant que tout va bien ne masque par les réalités du terrain. Les personnels de l'éducation nationale méritent bien mieux que cela.

Dans les écoles, les enseignant·es supportent la crise du mieux qu'elles-ils peuvent. Leur professionnalisme est l'élément essentiel du bon fonctionnement des classes, de l'appétence des élèves aux apprentissages. La FSU ne comprend pas non plus que des revendications élémentaires n'aient reçu aucun retour positif: ouverture de classe à l'école maternelle

Salengro à Rezé, RASED complets partout, aide à la direction, refus d'annulation des évaluations nationales déconnectées de la réalité de terrain... Cette rentrée exceptionnelle doit conduire à des décisions exceptionnelles sorties de la logique libérale d'économie de moyens, de faire mieux avec moins et de pressurer les personnels.

Une augmentation du nombre d'absence des Assistants d'Éducation a été observée dans certains établissements du département. Ces personnels n'ont pas été remplacés par du personnel qualifié et supplémentaire. Dans certains établissements, une demande de remplacement de ces AED, par tout personnel disponible et volontaire pour le faire a été formulée. L'absence d'allongement de l'enveloppe de remplacement pour assurer celui de ces personnels appauvrit les missions des autres personnels de l'établissement et les établissements voisins.

Pour ce qui concerne l'ASH, si les retards reconnus de délibérations de la MDPH, les retards de dépôts de dossiers dus aux ruptures d'accompagnement causés par le confinement ont entraîné dans nos classes et pour nos élèves de vraies complications. Le manque de place en ESMS (ITEP, IME,...) reste une très forte inquiétude et met à mal les élèves attende et les classes dans lesquels ils et elles sont. Ainsi, es élèves en attente de place en ESMS sont en ULIS, les élèves en attente de places ULIS sont dans les classes non spécialisées parfois plusieurs semaines sans accompagnement humain. Les travaux du comité départemental de suivi de l'école inclusive doivent éclairer, les familles, nos collègues sur ces problématiques vers plus de transparence pour une réponse à la hauteur de leurs attentes.

La FSU se félicite par ailleurs du vote à l'unanimité lors du précédent CTSD d'une motion concernant **le respect de la circulaire ULIS n° 2015-129 du 21-8-2015 pour que les effectifs par ULIS collège ne dépassent pas les 10 élèves. Et que pour** faire face aux effectifs surchargés des classes ordinaires lors d'inclusion, la prise en compte des élèves d'Ulisis dans les effectifs moyens par niveau de collège. La notion de dispositif ne peut masquer cette absence de comptage. Elle attend de l'administration une réponse à la hauteur des .

Nous devons vivre avec le risque de transmission de la COVID 19, les moyens doivent donc être donnés pour cela. Il n'est pas acceptable de voir la qualité du service publique dans l'Éducation Nationale être impactée par une absence de moyens pour faire face à cette crise sanitaire.

Concernant les stages de 3ème prépa-métiers et suite à votre réponse en CTSD, La FSU veillera à une mise en place cohérente de ceux ci quand s'opposent les recommandations orales du recteur et les décisions individuelles prises par les chefs d'établissement.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, nous sommes alerté·es par la situation des enseignant·es de l'école de la Rabotière à Saint Herblain dont 10 sur 14 sont positif·ves au COVID. Si ces collègues ont contractés la maladie c'est ni plus ni moins car elles et ils ont fait leur métier : manger rapidement avant un conseil des maîtres·ses dans une salle trop exigüe car on leur a demandé de ne pas manger dans leur classe pour ne pas l'infecter. Par ailleurs, ne pas manger ensemble ne suffit pas à ne pas tomber malade puisque l'un·e des enseignantes absente le mardi, jour du conseil des maîtres·ses, est positive elle aussi. Soyons certaines et certains qu'il n'y a pas de dôme de protection au dessus des écoles et que le virus s'y propage comme c'est le cas dans les entreprises. Nous rappelons qu'en France 60% des clusters sont dans des écoles, établissements scolaires ou dans les entreprises. La fermeture d'une classe à Saint Herblain ce mercredi et ce malgré l'allègement du protocole en est le témoin.

Encore une fois nous dénonçons l'absence de réflexion pour faire fonctionner l'éducation nationale malgré tout et pour nous permettre de faire notre métier dans de bonnes conditions et permettre aux élèves d'avoir une réelle continuité dans leurs apprentissages. Nous vous demandons de ne pas faire porter aux personnels la responsabilité de leur contamination mais de l'imputer au Ministre qui délibérément a fait le choix, cet été, de ne pas travailler avec les collectivités, de ne pas recruter, de ne pas donner plus de temps de préparation aux équipes, pour que les écoles et les établissements puissent fonctionner pleinement.

Notre responsabilité syndicale est de construire avec les personnels de l'éducation nationale et dans une unité la plus large possible une alternative à cette politique néolibérale qui accroît les inégalités sociales, démantèle les services publics, empêche l'émancipation des individus. D'autres solutions sont possibles, c'est le sens de la campagne sur l'École que va mener la FSU à partir de la fin novembre pour proposer un autre projet que celui du Grenelle des Professeur·es dont même le nom respire la naphthaline. Cette campagne offensive et pour la réussite de tou·tes les élèves sera ponctuée d'initiatives et la question de la grève est clairement posée. Nous n'attendrons pas 2022 pour continuer à nous opposer à ce gouvernement de régressions, les enjeux sont trop importants.